



Discours de Massimo D'Alema, Président de la FEPS

**La relation Europe-Afrique :
vers une réponse progressiste dans un monde globalisé**

Forum Social Mondial

Dakar, Sénégal – 10 Février 2011

Toute information supplémentaire peut être obtenue en contactant Dr Ernst Stetter, Secrétaire
Général de la FEPS à travers l'email ernst.stetter@feps-europe

Permettez-moi tout d'abord de vous dire quel plaisir j'ai eu à échanger ces deux derniers jours lors de ce séminaire sur les conséquences de la crise économique sur la relation Europe-Afrique. C'est de plus un honneur, en tant que Président de la nouvelle Fondation européenne d'études progressistes, de clôturer cette série de conférences organisée avec le soutien de différentes organisations progressistes africaines et européennes, qu'elles soient ici remerciées de leurs efforts.

L'objectif de ces rencontres était avant tout d'avancer des solutions à des problèmes nouveaux dans un monde en pleine mutation. Il importait de mettre en avant un corpus de valeurs communes pouvant servir de base au développement d'une social-démocratie progressiste renouvelée. Dans ce cadre, la question de la solidarité prend une place primordiale. Ce concept, comme nous avons pu le comprendre lors de nos récentes discussions, est à la croisée des chemins, tant d'un point de vue politique qu'économique. Elle est une valeur essentielle dans la définition des biens publics ou de la protection sociale et doit être un concept essentiel dans les réponses apportées par la social-démocratie à la crise actuelle. C'est dans ce sens que cette série de conférences a été structurée.

Cependant, la relation entre l'Europe et l'Afrique a évolué dans le cadre d'une modification dans l'organisation institutionnelle et économique de ces deux continents. L'autonomisation et l'intégration des pays africain est en effet parallèle à la construction d'une identité européenne, qui pour l'instant il est vrai se limite à sa monnaie. Dans ce mouvement, les relations entre l'Europe et l'Afrique, notamment d'un point de vue économique, passe d'une relation de domination, héritage de la période coloniale puis de la guerre froide, à une relation dont le mot d'ordre est la dérégulation. Ce changement est d'ailleurs symbolisé par les accords passés, à Yaoundé, Lomé et Cotonou, entre les continents africain et européen, depuis les années 60 jusqu'à nos jours.

Ces accords ont encouragé la mise en place de monocultures d'exportation, accentuant la dépendance des pays africain envers le marché mondial, en dépit de système de stabilisation. Les recettes des exportations ont diminué, à la suite de l'arrivée de concurrents européens et américains largement subventionnés, sur ces marchés alors que le volume des échanges n'a cessé de croître. D'un autre côté, l'Afrique s'est aussi retrouvée dépendante au niveau de ses importations. Elle se retrouve au mieux déstabilisée, au pire attaquée dans sa structure, par les variations de prix, qu'elles soient structurelles ou conjoncturelles. Je me réfère ici aux émeutes de la faim qu'a connu le continent ces-derniers temps. Ces accords ont par ailleurs empêché la construction de marchés sous-régionaux en instituant un face-à-face économique entre l'Europe et chaque pays africain avec des termes d'échanges extrêmement défavorables pour ces derniers.

Ces problèmes trouvent d'ailleurs leurs prolongements dans les « révolutions » tunisienne et égyptienne du moment. Elles sont le produit de politiques économique et sociale asymétriques ayant favorisé l'émergence d'inégalités dans un environnement autoritaire. De telles émeutes confortent donc sur le caractère insoutenable de telles relations politiques et économiques. Cela renforce ma conviction que la dictature n'est pas une garantie de stabilité. Il nous faut rompre avec de tels présupposés. La démocratie est la seule garantie du progrès et du développement. Ces événements appellent donc certainement à un renouvellement profond des valeurs et des bases philosophiques de notre projet progressiste qu'il s'agisse du Maghreb, de l'Europe et aussi de l'Afrique.

Une politique de constitution de sous-marchés régionaux ne peut se mettre en place que si elle est accompagnée d'une politique visant à protéger les structures économiques naissantes et donc faibles, ce qui est précisément interdit par les accords de Lomé. Les accords en cours d'élaboration portent le nom d'accord de partenariat économique visant à l'ouverture réciproque des marchés. Ils ne sont ni plus ni moins que des zones de libre-échange permettant à l'Europe d'accéder librement au marché des pays ACP, c'est-à-dire en bénéficiant d'exonération de taxes douanières. Ceci devrait impliquer une baisse des recettes de l'Etat variant de 10% à 20% selon la Banque Mondiale. Au Sénégal, cette perte s'élèverait à 35%.

Cet état de fait est déplorable, nous devons y remédier.

Il est en effet frappant que la crise du mouvement socialiste advienne au moment où la grande crise du capitalisme mondial met en discussion les fondamentaux de cette culture néolibérale qui a si profondément influencé les grands processus politiques et économiques au cours de ces trente dernières années. Mais la crise politique du mouvement socialiste ne signifie absolument pas que le monde aujourd'hui a moins besoin d'une force qui se bat pour l'égalité et pour la justice sociale. Quelles connotations cette force assumera-t-elle? Quels rapports aura-t-elle avec la tradition et l'histoire du socialisme? Autant de questions auxquelles répondre non seulement sur le plan théorique, mais également pour identifier ce que l'on doit faire pour renouveler et relancer notre mouvement.

Il n'est pas facile de construire les formes d'une participation critique des citoyens dans l'élaboration des objectifs politiques du monde. En d'autres termes, il n'est pas aisé de promouvoir une vision critique et démocratique de la globalisation. Ceci est, cependant, l'une des tâches fondamentales

d'une force progressiste renouvelée: rétablir la primauté de la politique sur l'économie et construire et renforcer les institutions susceptibles de jouer ce rôle.

Il semble aujourd'hui évident que sans une Europe plus forte, alliée à un continent africain plus intégré mais régionalisé, une stratégie commune de développement équilibrée et soutenable est impensable. Il importe de souligner ici que le développement de l'Afrique, son autonomisation politique et économique, ne pourra se faire que dans l'optique d'un destin partagé. C'est tout à l'avantage de l'Europe que de voir le continent africain se développer sur des bases démocratique et égalitaire. C'est d'ailleurs tout autant à l'avantage de l'Afrique que de voir l'Europe se développer sur des bases politiques plus inclusives.

Pourquoi la croissance économique qu'a connue l'Afrique ces dernières années ne s'est-elle pas accompagnée d'une baisse des inégalités et de la pauvreté ? Pourquoi les mouvements migratoires n'ont cessé de s'intensifier alors que le continent connaissait un période de prospérité, au moins en termes statistique ? Pourquoi, dans un telle période, l'Afrique n'a-t-elle pas su se doter des industries et infrastructures nécessaires à son développement ?

Cela me semble tout à la fois du à un manque de participation citoyenne à la vie politique, à des systèmes de bonne gouvernance défaillants mais aussi et surtout, à la mise en place d'accords de partenariat rendant difficile le développement économique de l'Afrique. Il paraît de première importance, afin d'assurer la stabilité de la relation Europe-Afrique, de renforcer à la fois la cohérence politique de la construction européenne et l'intégration politique et économique du continent africain. La crise mondiale, malheureusement, n'est pas le catalyseur dont les socialistes pensaient qu'il pouvait être à même de faire surgir les aspirations des peuples à vivre dans un monde plus solidaire et en paix. Au contraire, elle est l'alibi mis en avant afin de justifier les élans nationalistes de certains leaders politiques.

Dans un monde ébranlé et fragilisé par la crise économique, rendu de plus en plus insécurisé par la montée des extrémismes, la solidarité apparaît comme le concept permettant d'accéder à une certaine sécurité, aussi bien sociale, qu'économique et politique. Elle est le concept permettant d'exiger davantage de justice sociale, aussi bien dans nos continents respectifs qu'entre ces-derniers. Dans cette réorganisation du monde, l'émergence de nouveaux acteurs tels que la Chine, l'Inde et le Brésil ainsi que l'Afrique du Sud doit être interprétée comme une opportunité à ne pas manquer afin de construire des nouvelles alliances progressistes.

C'est ce message que je voulais vous livrer. J'ai pu apprécier la valeur des discussions et des propositions avancées lors de ce séminaire. Pour la FEPS ces rencontres ont été la seconde occasion de marquer son attachement à l'élaboration d'un agenda progressiste pour l'Afrique, dans l'optique d'un renforcement de la solidarité dans les relations Europe-Afrique.

Je vous remercie de votre attention et déclare ce séminaire clôt.

